



APPEL DE PANAFRICANISTES.

« Il n'y a rien qu'une Nation devrait éviter autant que d'emprunter de l'argent à l'étranger. » Conseil que Ulysse Grant fit à l'Empereur du Meiji en 1879

Nous vivons une époque bien tristounette, balisée par la résurgence d'une crise sanitaire, avec comme corollaire une crise socio-économique inévitable. Cette sentence sonne le glas arrogant de toutes les organisations politiques, sociétales et économiques érigées par les grandes puissances. Tout est à remettre en cause : modes de penser, de consommer et de produire.

La première sanction est le fléau sanitaire qui, fauchant des vies humaines comme des herbes sur un champ de culture vivrière, ne connaît ni riche, ni pauvre, ni continent, ni superpuissance, ni pays pauvre très endetté (PPTÉ). Cette pandémie, qui survient 100 ans après la grippe espagnole, 200 et 300 ans après celles du choléra et de la peste, n'a pas de limite : seul un suréquipement en matériel sanitaire pourra la circonscire. La deuxième sanction est une crise socio-économique. Encore peu visible, tel un fœtus en gestation dans le ventre d'une future maman, sa naissance sera douloureuse si nous n'anticipons pas. Les deux font jeu égal : lequel l'emportera sur l'autre ?

Si les laboratoires sont à pied d'œuvre et les essais cliniques en cours, l'Afrique doit prendre sa responsabilité avec des mesures d'urgence, à la fois de court et de long terme. Car il est tout simplement scandaleux de penser que **la misère, l'injustice, la fracture sociale, le manque d'infrastructures, d'industries et de services de base**, soient l'apanage du continent noir. Rappelons que celui-ci est le berceau de l'humanité et qu'il est, de surcroît, riche d'immenses ressources agricoles, minières et pétrolières !

L'ironie est d'autant plus criante que l'Afrique dispose de beaucoup de plantes médicinales, d'huiles essentielles et de praticiens de qualité (mais aucun laboratoire ne lui permettant de vendre des médicaments sur le marché national et mondial). A l'inverse, la France et la Suisse, très peu pourvues en plantes médicinales, engrangent, avec leurs laboratoires tels Boiron, Pierre Fabre, Arkopharma, etc. des chiffres d'affaires de plusieurs milliards d'euros par an !

Au lieu de la pleine croissance, nos pays croulent sous le poids d'une dette exponentielle. Pourtant, l'Afrique rembourse plus de 50 fois les taux d'intérêts exorbitants. S'est-elle pour autant développée plus de 50 fois ? Non ! Il y a donc un problème. Plus précisément, **d'après la CNUCED [Conférence des Nations Unies pour le Commerce et le Développement, ndlr] : entre 1970 et 2002, l'Afrique a reçu 540 milliards de dollars en prêts, mais elle a remboursé 550 milliards de dollars et elle en doit encore 295 milliards !**

La première piste pour faire face à la crise économique mondiale post COVID et ses répercussions en Afrique, est donc de regarder de plus près les dettes du continent. En 2008, le jeune président équatorien d'alors, Rafael CORREA, n'avait-il pas montré l'exemple en démontrant que 70 % de la dette totale de son pays était illégitime – car n'émanant pas du peuple – et en refusant de la payer ?

Depuis les années 1980, nous cumulons plus de 90 milliards de dollars de dettes privées, bilatérales et multilatérales. Sans compter les plans d'ajustements structurels (PAS), avec comme contre-partie : baisse massive des salaires, chômage, arrêt des subventions aux services de base (santé, électricité, eau courante, éducation, etc.), privatisations, perte de nos souverainetés économiques... **Le premier ministre canadien Mackenzie King disait justement, en 1937 : « Tant que le contrôle de l'argent et du crédit n'aura pas été restitué au gouvernement et reconnu comme sa responsabilité la plus évidente, il est vain de parler de démocratie et de souveraineté du Parlement ».**



Tout comme l'écrivait en 1992 le brillant économiste britannique Wynne Godley : **« Le pouvoir d'émettre sa propre monnaie, de faire des tirages sur sa propre banque centrale, est la principale chose qui définit l'indépendance nationale. Si un pays abandonne ou perd ce pouvoir, il acquiert le statut de collectivité locale ou de colonie. »**

Ce 14 avril 2020, dans le cadre du coronavirus, le FMI a annoncé un allègement de la dette de 25 pays pauvres, dont : Bénin, Burkina Faso, Comores, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Liberia, Madagascar, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, République centrafricaine, RDC, Rwanda, Sao Tomé et Principe, Sierra Leone, Tchad et Togo. Cette assistance passera par le Fonds fiduciaire d'assistance et de riposte aux catastrophes (Fonds fiduciaire ARC), qui a une capacité de 500 millions de dollars, disponibles immédiatement.

Cette annonce paraît alléchante, notamment pour ceux qui appellent à un moratoire sur la dette africaine, comme le Premier ministre éthiopien M. Ahmed ABIY : **« Nous suggérons que la dette restante soit convertie en prêts à long terme et à faible taux d'intérêts, avec un délai de grâce de 10 ans avant le paiement. Tous les remboursements de la dette seront limités à 10 % de la valeur des exportations » ...**

Pour notre part, nous considérons que le moratoire, qui n'est pas une annulation mais une suspension des paiements, n'est qu'un report sur la génération suivante. Comme le dit Me Jacques Bruce MOMNOUGUI : **« Ça s'appelle en finance une arnaque. Il s'agit d'un allègement du "service de la dette". En d'autres termes, le FMI, via son fonds de solidarité, fait un appel de fonds à son profit afin de permettre aux États bénéficiaires de ne pas payer la dette pendant six mois. »** Comme l'avait dit Sankara : **« Il suffit que les pays africains ne payent plus la dette »**. De toutes façons on ne peut pas exécuter contre les États, **« le principe d'immunité d'exécution »**, pendant la souveraineté nationale.

Alors, comment financer le développement ? Quatre moyens existent, a priori : **L'Épargne nationale ; les Investissements directs étrangers (IDE) ; Les Bailleurs de fonds (crédits), L'Aide Publique au Développement (APD).**

L'Épargne Nationale est la différence entre ce que gagne la population et ce qu'elle dépense. Or l'Afrique, en l'absence de vraie classe moyenne à ce jour, n'a que deux classes sociales : l'une très pauvre, l'autre très riche... plaçant son argent le plus souvent à l'étranger !

Les investissements directs Étrangers (IDE) : l'année dernière, l'Afrique en a reçu 14 milliards de dollars (environ 1 % du montant global des IDE), soit autant que... Hong-Kong seule ! Or ces 14 milliards de dollars sont surtout destinés à l'exploitation de nos ressources pétrolières et minières, engendrant une très faible retombée en termes de création d'emplois sur place.

Les Bailleurs de Fonds : l'Afrique est passée de 11 milliards de dollars en 1970 à 540 milliards de dollars en 2002 : soit 50 fois plus de dette en 32 ans ! Or, durant ces périodes, l'Afrique a déjà remboursé 10 fois ce qu'elle devait en 1980...

L'Aide Publique au Développement (APD) s'élevait, pour repère, à 78 milliards de dollars en 2004. L'Europe n'a pas cessé d'apporter des aides de coopération depuis 60 ans, avec de maigres résultats, obligeant les africains à immigrer pour survivre. Mal conçue, l'APD assure aux Occidentaux le maintien de l'Afrique dans son seul rôle de pourvoyeur de matières premières.

Une nouvelle manière de se financer, en comptant sur ses propres forces, en accroissant la croissance par le pouvoir d'achat à long terme, doit être envisagée pour le développement futur de l'Afrique. Avec un objectif : que chaque Africain(e) ait au moins **« trois repas par jour »**.



PRECONISATIONS POUR UNE RENAISSANCE ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE APRES ANNULATION DE LA DETTE ILLEGITIME : UN SYSTEME HAMILTONIEN DE CREDIT PRODUCTIF PUBLIC.

Pour notre libération, nous devons nous inspirer d'un des grands noms de la Révolution américaine contre l'impérialisme (britannique) : Alexander Hamilton (1755-1804). Premier Secrétaire du Trésor des États-Unis et inspirateur de la première Banque nationale, il fut l'un des fondateurs du « *système américain d'économie politique* ». Pour lui, le rôle d'une Banque centrale n'était pas uniquement de gérer la monnaie ou la dette publique, mais également et surtout d'émettre du crédit pour la nation, sous le contrôle de la nation, afin d'accroître les richesses physiques de la nation. Et ce, en alimentant *les découvertes scientifiques, les grandes infrastructures, les industries de pointe ; et afin de rendre le commerce plus prospère et plus équitable, au bénéfice de tous*. Ce système fut appliqué par de nombreux pays pour leur industrialisation, et par la France pendant les « Trente glorieuses ».

Il s'agit ici d'un véritable choix politique. Il s'agit, en fixant à la fois un horizon et des objectifs ciblés, ni plus ni moins que de changer les règles du jeu. Bien qu'à l'échelle nationale, cette démarche devra inspirer à l'échelle internationale un système financier et monétaire nouveau, orientant d'abord les flux financiers vers les activités susceptibles d'accroître le pouvoir transformateur de l'homme, afin d'améliorer ses conditions d'existence.

Mais il faut aller plus loin, surtout quand nous intégrons, comme nous venons de le faire, les découvertes scientifiques dans une économie. Quel est donc leur rôle ? Un constat s'impose : l'Afrique sera le continent le plus peuplé d'ici à 2050, avec 2,5 milliards d'individus. Dans ce contexte, si certains voient la démographie comme une menace et l'homme comme un parasite épuisant les ressources, d'autres, comme nous, considèrent qu'il est la seule espèce capable de s'élever au-dessus de ses conditions et de « transformer l'essai ».

Comment ? Par sa créativité, par ses laboratoires, par ses découvertes de principes physiques nouveaux. L'atome et la science nucléaire, pour l'accès desquels tant de pays du Tiers-monde combattirent dans la deuxième moitié du 20^{ème} du siècle, en est un exemple majeur : avec plus d'ingéniosité et moins de surface et de matière utilisées (autrement dit avec un « flux de densité énergétique » plus grand), on peut subvenir aux besoins d'un nombre considérablement plus élevé d'êtres humains (bien plus qu'avec du charbon, du pétrole (ou même des panneaux solaires)).

L'homme peut donc, par son intelligence, par la recherche et l'éducation, rompre la fatalité... en augmentant le potentiel d'accueil d'êtres humains sur un territoire. Ce que l'économiste américain Hamiltonien Lyndon LaRouche (1922-2019) appelait : le « *Potentiel de Densité Démographique Relative (PDDR)* ». « Pour réussir le PDDR, il faut pour une économie, produire continuellement plus que ce qu'il en coûte de produire. Cela est possible par le flux de densité d'énergétique. »

Chaque fois qu'une innovation technologique provoque un saut dans le processus productif du travail humain, le taux de production de l'économie en question s'accroît et dépasse l'augmentation de coût physique de production. C'est la seule et unique notion valide du profit.

Disons-le franchement : ce principe (anti-malthusien) est tout sauf anti-écologique. Car il est celui de la nature même ! C'est ainsi que cette dernière est passée de sources d'énergie rudimentaires, comme le soleil éclairant la terre, à des sources plus élaborées, comme le travail de la chlorophylle, qui a permis de passer du CO₂ en carbone et en eau – préparant ainsi la terre à accueillir les vivants. Sans cette augmentation dans l'efficacité de production, la vie se dégraderait inévitablement.



« Un économiste stupide mesure la performance économique, à travers l'aspect financier et monétaire. S'il est moins stupide il la mesurera à la richesse physique dont profitent certains membres, ou l'ensemble de la société. L'économiste compétent la mesurera, quant à lui, à travers la faculté d'auto perfectionnement humain de chacun. Pour parler plus clairement : la mission économique d'une société est d'améliorer ses membres, et ce, en augmentant la capacité de chacun à agir sur et dans l'environnement. Autrement dit : la plus grande richesse qu'une génération peut léguer à la suivante, c'est une société d'individus plus créateurs. On ne doit pas considérer un être humain comme une bouche supplémentaire à nourrir, mais comme un génie potentiel, pouvant apporter une solution à un moment donné à des problèmes qui se posent à une société (pénurie des ressources, manques d'infrastructures, maladies, pollution, etc.) » Lyndon Larouche.

Le Covid19 est non seulement révélateur de nos faiblesses, mais aussi, il est le baromètre qui nous permettra de faire un saut qualitatif. Parce que nous sommes des bâtisseurs convaincus, engagés et persuadés que la Renaissance économique africaine ne tardera à prendre son envol, grâce à nos talents, nos intelligences et nos esprits de créativité. Le prochain siècle de pandémie ne devrait plus être un mystère pour le continent noir... si nous savons anticiper.

